Loi de finances pour 2014

CNADA

31 janvier 2014

Frédéric PARRAT

Cabinet CJFS Evreux

Cabinet CJFS

- Cabinet d'avocats créé en 1972 par JM. SORET
- Le plus ancien cabinet d'Evreux
- Orienté vers les PME
- Domaine géographique : Nord ouest de la France, Normandie
- Pluridisciplinaire

Cabinet CJFS

Domaines d'intervention :

- **Sociétés** (création d'entreprises, transmissions, fusions, restructurations, suivi juridique...)
- **Fiscal** (conseil, contentieux, déclarations fiscales...)
- **Social** (conseil, contrats de travail, contentieux, transactions...)

Cabinet CJFS

Domaines d'intervention (suite)

Commercial (conseil, cession de fonds, rédaction de contrats commerciaux, contentieux, TGI et Cour d'Appel...)

Patrimoine (droit de la famille, succession, organisation patrimoniale...)

Formalités (CFE, chambres de Commerce et des Métiers)

Plan

Contexte économique

I – Loi de finances pour 2014

II – Loi de finances rectificatives pour 2013

Contexte économique

- Croissance économique : + 0,1 % en 2013 après 0 % en 2012 (+ 0,8 % attendu en 2014)
- Dette / PIB : 94 % (79 % en 2009)
- Déficit budgétaire : 75 M€ en 2013 (87 M€ en 2012 et 91 M€ en 2011)
- Déficit sécurité sociale : 15 M€ en 2013
- Taux de chômage : 11 %

Contexte économique

Taux de prélèvements obligatoires : 913 M€ (47 %)

- Etat : 285 M€
- Collectivités locales : 125 M€
- Sécurité sociale : 496 M€
- Institutions de l'UE : 5 M€

Contexte économique

Recettes fiscales de l'Etat :

- IR : 72,6 M€
- IS : 52 M€
- TVA : 141 M€
- TIPP : 14 M€
- Autres : 10 M€

I – LOI DE FINANCES POUR 2014

- Adoptée définitivement par le Parlement le 19 décembre 2013
- Le Conseil constitutionnel a été saisi sur plus articles
- Deux grandes parties : fiscalité des ménages et fiscalité des entreprises

IMPOT SUR LE REVENU

Déplafonnement du barème de l'IR

- Après deux années de gel, le barème de l'IR 2014 est à nouveau revalorisé à hauteur de l'inflation (+ 0,8 %)
- La revalorisation de + 0,8 % s'applique également à l'ensemble des seuils et limites (sauf certains plafonnements applicables aux revenus modestes et calcul du RFR)

IMPOT SUR LE REVENU

Plafonnement des effets du quotient familial

- L'avantage fiscal procuré par chaque demi-part est abaissé de 2 000 € à 1 500 € (sauf pour certains contribuables tels que les invalides, veufs chargés de famille ou anciens combattants)
- Pour les personnes seules ayant au moins un enfant à charge : 4 040 € à 3 540 € par part

IMPOT SUR LE REVENU

- Pour les personnes seules ayant élevé à titre exclusif au moins un enfant pendant 5 ans, l'avantage fiscal procuré par la demi-part reste plafonné à 897 €
- L'avantage en impôt accordé aux invalides et anciens combattants reste plafonné à 2 997 € par demi-part
- Fin du dispositif transitoire pour certains contribuables

IMPOT SUR LE REVENU

Décote pour les foyers modestes

- Il s'agit d'atténuer les effets de l'entrée dans le barème progressif de certains contribuables
- Le montant de la décote est ainsi revalorisé de 5 %. La décote est égale à la différence entre 508 € et la moitié de l'impôt dû
- Exemple
IR : 700 € ; Décote = $508 - 700/2 = 158$ € et IR = 542 €

IMPOT SUR LE REVENU

Cotisations de prévoyance complémentaire

- Le complément de rémunération lié à la prise en charge par l'employeur des cotisations complémentaires santé maladie, maternité et accident est dorénavant imposé à l'IR
- Le plafond de déduction des cotisations aux régimes de prévoyance complémentaires est abaissé à 5 % du PLSS (contre 7 %)

IMPOT SUR LE REVENU

Réforme du régime des monuments historiques

- Ce dispositif fiscal sera dorénavant réservé aux monuments classés, inscrits ou labellisés
- Les propriétaires d'immeubles à caractère historique ou artistique particulier mais qui ne sont pas classés ou inscrits ne peuvent bénéficier que du dispositif Duflot

IMPOT SUR LE REVENU

Rappel avantages fiscaux du PEA

- Pas d'imposition des plus-values et des dividendes qui sont réinvestis dans le PEA
- Pour les dividendes de sociétés non cotées, l'exonération est toutefois limitée à 10 % du montant de ces placements (sauf titres cotés sur Alternex)
- Après 5 ans, exonération d'IR mais pas des prélèvements sociaux

IMPOT SUR LE REVENU

Réforme du PEA

- Le plafond du PEA classique est relevé de 132 K€ à 150 K€ par personne
- Création d'un PEA « PME-ETI » dont le plafond est fixé à 75 K€ (150 K€ pour un couple)
- Les deux PEA peuvent être cumulés (soit un plafond de 225 K€ ou de 450 K€ pour un couple)

IMPOT SUR LE REVENU

PEA « PME-ETI » (suite)

- Titres éligibles : actions de sociétés européennes et parts de SARL soumises à l'IS
- Parts de FCP, FCPR, FCPI, SICAV investies en actions (+ 75 %)
- ETI : - 5 000 salariés et CA < 1 500 M€

IMPOT SUR LE REVENU

PEA « PME- ETI » (suite)

- Exclusion des bons et droits de souscription et des actions de préférence
- Exclusion des titres ayant donné droit à une réduction d'impôt pour souscription au capital
- Exclusion des participations > 25 % dans le capital

IMPOT SUR LE REVENU

Réforme des plus-values sur valeurs mobilières

- Jusqu'en 2013, IR après abattement pouvant aller jusqu'à 40 % après six ans
- Avec taux forfaitaire de 19 % pour certaines plus-values
- Exonération totale pour d'autres plus-values (départ en retraite, JEI, cessions familiales...)

IMPOT SUR LE REVENU

Plus-values sur valeurs mobilières (suite)

- L'imposition à l'IR est généralisée. Le taux forfaitaire de 19 % est supprimé avec effet au 01/01/2013
- Les taux d'abattement sont augmentés : 50 % (après deux ans) et 65 % (après huit ans)
- Les taux d'abattement sont portés à 50 % (après un an) et à 85 % (après huit ans) pour les cessions de titres de PME de moins de 10 ans

IMPOT SUR LE REVENU

Plus-values sur valeurs mobilières (suite)

Abattements dérogatoires de :

- 50 % si détention entre 1 et 4 ans
- 65 % si détention entre 4 et 8 an
- 85 % après 8 ans

IMPOT SUR LE REVENU

Plus-values sur valeurs mobilières (suite)

- PME européenne soumise à l'IS ou à l'IR de moins de 10 ans à la date de souscription ou d'acquisition des titres cédés
- Ne pas être issue d'une restructuration interne ou d'une concentration
- Moins de 250 salariés, 50 M€ de CA...
- Activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale ou agricole

IMPOT SUR LE REVENU

Plus-values sur valeurs mobilières (suite)

- L'abattement de 85 % s'applique aux sociétés holdings animatrices à condition que toutes les filiales remplissent les conditions visées ci-dessus
- Il est ouvert à tous les contribuables qu'ils soient dirigeants, salariés ou simples associés
- Quid des cofondateurs et des membres du groupe familial

IMPOT SUR LE REVENU

Plus-values sur valeurs mobilières (suite)

- Un abattement fixe de 500 K€ est créé en faveur des dirigeants de PME prenant leur retraite (appliqué avant l'abattement proportionnel)
- Suppression de plusieurs régimes dérogatoires (départ en retraite des dirigeants, JEI, cessions familiales...) avec effet au 01/01/2014

IMPOT SUR LE REVENU

Réforme des plus-values sur valeurs mobilières (suite)

- Concerne aussi les compléments de prix (« *earn out* ») et les moins-values
- Suppression du régime du report d'imposition sous condition de emploi (art. 150 0 D bis du CGI)
- Concerne aussi les distributions de plus-values par les organismes de placement collectif (FCPR, SCR...)

IMPOT SUR LE REVENU

Plus-values immobilières

- Suppression de tout abattement pour durée de détention pour les terrains à bâtir dont les plus-values sont donc imposables au taux 19 % + 15,5 %
- Annulation par le Conseil constitutionnel, dans sa décision du 29/12/2013, pour rupture d'égalité devant les charges publiques car pas de prise en compte de l'érosion monétaire

IMPOT SUR LE REVENU

Cessions d'immeubles autres que les terrains à bâtir

- Depuis le 1^{er} septembre 2013, deux abattements pour durée de détention (IR et prélèvements sociaux)
- Application d'un abattement exceptionnel de 25 % qui s'applique sur la plus-value nette après abattement pour les plus-values réalisées entre le 01/09/2013 et le 31/08/2014 (jusqu'en 2016 pour les cessions dans certaines zones)

IMPOT SUR LE REVENU

Cessions d'immeubles autres que les terrains à bâtir (suite)

Abattement de 25 % :

- Non applicables aux cessions de parts de SCI et aux cessions de terrains à bâtir (mais applicables aux cessions d'immeubles par la SCI)
- Non applicables aux cessions intrafamiliales

IMPOT SUR LE REVENU

Plus-values immobilières

- Exonération d'impôt sur la plus-value pour les plus-values de cession d'immeubles destinés au logement social (jusqu'au 31/12/2015)
- Plus-values immobilières des non-résidents : pour être exonérée il fallait avoir la libre disposition du bien l'année qui précède la vente. Cette condition est supprimée. Plafonnement de l'exonération à 150 K€

IMPOT SUR LE REVENU

Plus-values sur biens meubles

- Concernent les cessions de bateaux de plaisance, chevaux de course, vins, métaux non précieux...
- Le taux d'abattement pour durée de détention est réduit de 10 % à 5 % par année de détention au-delà de la deuxième (exonération après 22 ans au lieu de 12 ans)

IMPOT SUR LE REVENU

Crédit d'impôt en faveur de la qualité environnementale de l'habitation principale

- Certaines dépenses sont supprimées (production d'électricité, panneaux photovoltaïques, équipements de récupération d'eau...)
- Le dispositif est recentré sur l'isolation thermique réalisée dans le cadre d'un bouquet de travaux dans le but de favoriser les rénovations lourdes (sauf pour les personnes modestes)
- Le taux est ramené à 15 % pour l'ensemble des dépenses

ISF

Plafonnement de l'ISF

Rappel :

Le conseil constitutionnel a imposé un plafonnement de l'ISF : au titre d'une année, le total de l'IR et de l'ISF ne doit pas dépasser 75 % des revenus de l'année précédente

ISF

- **Revenus à prendre en compte :**

Revenus imposés ou exonérés (sans abattements) réalisés en 2013 + produits soumis à prélèvement libératoire au cours de l'année précédant l'année de l'ISF

- **Impôts à ajouter à l'ISF :**

Impôts dus au titre des revenus et produits de l'année précédant celle de l'exigibilité de l'ISF (IR selon barème, prélèvements libératoires, contributions exceptionnelle sur les hauts revenus, prélèvements sociaux)

ISF

Exemple :

Patrimoine net au 1/01/2014 : 11 M€

Salaires perçus en 2013 : 135 K€

BNC perçus en 2013 : 40 K€

Total revenus : 175 K€

Impôts à prendre en compte :

ISF (2014) : 113 190 €

IR (2013) : 59.392 €

Prélèvements sociaux (2013) : 18.500 €

Total des impôts : 191.082 €

Plafond : $175.000 \times 0,75 = 131.250$ €

Réduction d'ISF : $191.082 - 131.250 = 59.832$ €

ISF après plafonnement : **53.358 €**

ISF

- La loi de finances 2013 voulait intégrer dans le calcul les revenus « réputés réalisés » (variation de valeur des contrats d'assurance vie notamment)
- Le Conseil constitutionnel a annulé cette mesure le 29/12/2012
- Le 14/06/2013, une instruction fiscale a intégré les produits des contrats en euros des assurances vies
- Le Conseil d'Etat a censuré l'instruction fiscale le 20/12/2013
- La loi de Finances pour 2014 l'a réintégré
- Le Conseil constitutionnel l'a à nouveau annulé le 29/12/2013

ISF

- L'année dernière, le Conseil constitutionnel avait déjà censuré les dispositions prenant en compte les revenus latents des contribuables dans le calcul du plafonnement
- Mais la loi de finances pour 2014 prévoit que les revenus des contrats d'assurance-vie et des bons de capitalisation soient pris en compte pour le calcul du plafonnement dès lors qu'ils sont soumis aux prélèvements sociaux

ISF

- Le Conseil constitutionnel, dans sa décision du 29/12/2013, annule cette disposition qu'il considère comme contraire à la Constitution pour « *méconnaissance de l'autorité de la chose jugée* »
- Les contribuables qui ont fait application de la doctrine administrative peuvent déposer une réclamation pour obtenir la restitution de l'impôt versé

Taxe sur objets et métaux précieux

- Les cessions de métaux précieux par les non résidents sont exonérées de taxe
- Le taux de la taxe est porté de 7,5 % à 10 % pour les métaux précieux et de 4,5 % à 6 % pour les objets d'art et de collection (+ CRDS à 0,5 %)
- L'option pour le régime de droit commun est possible après 22 ans de détention (au lieu de 12 ans)

IS / BIC

Contribution exceptionnelle sur l'IS

- La contribution exceptionnelle sur l'IS est portée de 5 % à 10,7 % (au dessus du taux de 33,1/3%)
- Ajoutée à la contribution sociale de 3,3 %, cela porte le taux de l'IS à 39 % pour les entreprises de plus de 250 M€

IS / BIC

Plafonnement des intérêts versés à des entreprises liées

Il existe plusieurs dispositifs de plafonnement :

- Limitation des taux
- Dispositif de sous capitalisation
- Amendement Charasse dans l'intégration fiscale
- Plafonnement lorsque les charges financières excèdent 3 M€

IS / BIC

- Intérêts d'emprunt versés à des entreprises liées : volonté de limiter les schémas d'optimisation entre filiales de groupe (« endettement artificiel »). La déductibilité des intérêts est désormais soumise à une condition d'imposition minimale de l'entreprise prêteuse (IS au moins égal à 25 %)
- C'est à l'entreprise qui verse les intérêts de démontrer que les intérêts sont assujettis à une imposition minimale chez la prêteuse (à défaut charge non déductible)
- Disposition jugée conforme à la Constitution par le Conseil constitutionnel

IS / BIC

Amortissement exceptionnels des robots des PME

- Concerne les robots industriels acquis ou créés par les PME entre le 1/10/2013 et le 31/12/2015
- La durée d'amortissement exceptionnel est de 24 mois

IS / BIC

Imputation des déficits étrangers des PME

- Le régime prévu à l'article 209 C du CGI est abrogé
- Ce régime permettait aux PME françaises de moins de 2 000 salariés de déduire de leurs résultats les déficits des filiales implantées à l'étranger (l'avantage fiscal était temporaire)
- Devrait s'appliquer dès le 1/01/2014

IS / BIC

Contrôle des opérations de restructuration

- Modification des dispositions de l'article 57 du CGI qui concerne les transferts de bénéfices au profit d'entreprises situées à l'étranger qui sont sous lien de dépendance
- Le Fisc doit prouver le lien de dépendance et l'existence d'un avantage anormal (prix d'achat majoré ou prix de vente minoré...)

IS / BIC

Contrôle des opérations de restructuration (suite)

En cas de réorganisation avec transfert de fonctions et baisse du chiffre d'affaires (-20 %), il appartiendra à l'entreprise d'apporter la preuve que le transfert est assorti de contreparties conformes aux conditions du marché (renversement de la charge de la preuve)

IS / BIC

Contrôle des opérations de restructuration (suite)

Disposition annulée par le Conseil constitutionnel. La notion de transfert de fonctions et de risques n'a pas été assez définie, ce qui est contraire à l'objectif de valeur constitutionnel « *d'accessibilité et d'intelligibilité de la loi* »

IS / BIC

Documentation relative aux prix de transfert

- Les grandes entreprises doivent tenir à disposition du Fisc la documentation relative aux prix de transfert (L. 13 AA du LPF)
- La liste des informations à présenter au Fisc en cas de contrôle est étendue : il faut notamment inclure les décisions rendues par les administrations fiscales étrangères (« *rulings* ») au profit d'entreprises liées
- Disposition validée par le Conseil constitutionnel

IS / BIC

Prix de transfert

- Alourdissement des peines en cas de manquement à l'obligation documentaire : de 5 % des bénéfices transférés à l'étranger à 5 % du chiffre d'affaires
- Date d'effet : manquements constatés à compter du 1^{er} janvier 2014 (donc applicables aux contrôles réalisés en 2014)

IS / BIC

Crédit d'impôt recherche : calcul concernant les dépenses des jeunes chercheurs : doublement de l'assiette si stabilité de l'effectif salarié dans son ensemble (pas seulement l'effectif lié à la recherche)

Taxe de 75 % sur les hautes rémunérations

- Taxe censurée par le Conseil constitutionnel en 2013 car le législateur avait prévu une imposition par personne physique sans prendre en compte les revenus des autres membres du foyer fiscal
- Pour un même revenu global, deux foyers fiscaux pouvaient avoir deux traitements fiscaux différents selon la répartition des revenus
- Le Conseil d'Etat a proposé que ce soit la partie versante qui paie la contribution

Taxe de 75 % sur les hautes rémunérations

- Le taux est de 50 % pour 2013 et 2014
- Concerne toutes les entreprises (IS, IR, GIE...) dès lors qu'elles exploitent une entreprise en France
- Concerne les rémunérations individuelles déductibles (salaires, avantages en nature, jetons de présence, pensions et indemnités de départ en retraite, bonus, l'intéressement, l'épargne salariale et les BSPCE et stock-options...)
- Pour les stock-options, c'est la date d'acquisition qui compte
- La taxe est assise sur la part de la rémunération individuelle qui excède 1 M€ (exemple : si salaire brut est de 1,5 M€, l'assiette sera de 0,5 M€)

Taxe de 75 % sur les hautes rémunérations

- Une entreprise étrangère qui dispose d'une filiale ou d'un établissement en France est passible de la taxe
- De même que les entreprises qui ont des salariés à l'étranger
- Mais les filiales ou établissements stables d'entreprises françaises à l'étranger y échappent

Taxe de 75 % sur les hautes rémunérations

Exemple : une entreprise a versé à deux salariés deux rémunérations de 1,5 M€ et 2 M€. La base de la taxe est de : $(1,5 - 1) + (2 - 1) = 1,5 \text{ M€}$

- La taxe est calculée entreprise par entreprise y compris dans les groupes . Pas de taxe si salaire de 700 K€ dans une filiale et 400 K€ dans une autre filiale (rép Sénat n°156).
- Le taux de la taxe est de 50 %

Taxe de 75 % sur les hautes rémunérations

- Le montant de la taxe est plafonné à 5 % du chiffre d'affaires
- La taxe est déductible fiscalement (*a priori*)
- Exclusion des rémunérations des entrepreneurs individuels et des gérants d'entreprises soumise à l'IR
- Exigibilité : le 1^{er} février de l'année qui suit le versement du revenu

Taxe de 75 % sur les hautes rémunérations

Exemple

Une entreprise réalise un CA de 17 M€ en 2013

Salaire du dirigeant : 2 309 000 €

Salaire d'un salarié : 1 465 000 €

Assiette de la taxe : $(1\,309\,000 + 465\,000) \times 50\%$

= 887 000 €

Plafond : $17\text{ M€} \times 5\% = \mathbf{850\text{ K€}}$

Taxe de 75 % sur les hautes rémunérations

Taxe validée par le Conseil constitutionnel dans sa décision du 29/12/2013

- La prise en compte de revenus attribués mais non encore versés (stock-options) ne remet pas en cause le critère de la capacité contributive
- En excluant de l'assiette de la taxe les rémunérations des entrepreneurs individuels et des gérants d'entreprises soumise à l'IR : pas de rupture du principe d'égalité

TVA

Taux réduit à 5,5 % est maintenu. Il devait être réduit à 5 % en vertu de la loi de finances rectificative qui a modifié les taux de TVA avec effet au 1^{er} janvier 2014

TVA

Autoliquidation de la TVA dans le bâtiment

- Aujourd'hui, lors d'une prestation de services sur un immeuble situé en France, la TVA est acquittée par le prestataire
- La TVA est toutefois autoliquidée par le preneur si le prestataire est hors de France et que le preneur est un assujetti établi en France (relations BtoB)

TVA

Autoliquidation de la TVA dans le bâtiment (suite)

- Le dispositif ne s'appliquera qu'en cas de sous-traitance
- S'applique aux travaux de construction, réparations, nettoyage, entretien, démolition...
- A compter de 2014, l'entreprise sous-traitante qui réalise des travaux pour lesquels la taxe doit être liquidée par le client assujetti ne doit donc plus facturer la TVA
- Le preneur assujetti doit autoliquider la TVA

TVA

Mécanisme de réaction rapide contre la fraude à la TVA

Permet à l'Etat, par la voie réglementaire, de désigner le redevable de la TVA due sur certaines opérations pour lutter contre une fraude fiscale soudaine et rapide

Autres mesures

Réforme de l'abus de droit (art. L 64 du LPF)

Actuellement, deux cas :

- Abus de droit pour simulation (actes fictifs)
- Abus de droit pour fraude à la loi (application littérale d'un texte qui va à l'encontre des objectifs poursuivis par leurs auteurs et qui n'ont été inspirés par aucun autre motif que celui d'éluider ou d'atténuer l'impôt

Autres mesures

Abus de droit (suite)

- L'abus de droit pour fraude à la loi suppose deux critères cumulatifs : le but exclusivement fiscal **et** la méconnaissance des intentions du législateur
- Substitution du but « *exclusivement* » fiscal par « *principalement* » fiscal
- Décision du Conseil constitutionnel du 29/12/2013 : « *confère à l'administration fiscale une marge d'appréciation trop importante eu égard aux sanctions encourues* »

Autres mesures

- Mise à disposition de la comptabilité analytique et des comptes consolidés en cas de contrôle
- Concernent les entreprises de plus de 152 M€ de CA (pour les ventes de marchandises) ou de plus de 76,2 M€ (pour les autres activités)
- Disposition conforme à la Constitution mais l'amende fixée en proportion du CA a été censurée (amende ramenée à 1 500 €)

Autres mesures

Déclaration des schémas d'optimisation fiscale

- Toute personne qui élabore et met en œuvre un schéma d'optimisation fiscale doit le déclarer préalablement à sa mise en œuvre. Les promoteurs qui commercialisent ces montages (banques, cabinets de conseils) et les concepteurs (les personnes qui les mettent en œuvre)
- Amende de 5 % de l'avantage fiscal procuré
- Date d'entrée en vigueur : 2015

Autres mesures

Déclaration des schémas d'optimisation fiscale (suite)

Disposition invalidée par le Conseil constitutionnel dans sa décision du 29/12/2013 : « *caractère trop général et imprécis de la notion de schéma d'optimisation fiscale* » eu égard aux restrictions apportées à la liberté d'entreprendre et notamment aux conditions d'exercice de l'activité de conseil juridique et fiscal

Autres mesures

Droit départemental de vente d'immeuble

Les départements peuvent augmenter le droit d'enregistrement dans la limite d'un plafond de 4,5 % (soit un taux maximal de 5,80 % au lieu de 5,09 %)

Autres mesures

Durcissement du malus automobile

- Pour les véhicules ayant fait l'objet d'une réception communautaire le seuil de déclenchement est fixé à 130 g de CO₂ par Km (contre 135 g/km en 2013)
- Les tarifs sont compris entre 150 € et 8 000 € (contre 100 € à 6 000 € en 2013)

Autres mesures

Jeunes entreprises innovantes (JEI)

- Prorogation des exonérations de cotisations patronales d'assurances sociales et d'allocations familiales jusqu'au 31/12/2016. Le dispositif devait prendre fin au 31/12/2013
- L'exonération de charges est rétablie à taux plein pendant sept ans

Autres mesures

Augmentation de la Prime à l'apprentissage

La prime versée par la région d'un montant d'au moins 1 000 € par année de formation est dorénavant réservée aux entreprises de moins de 11 salariés. Les régions pouvant augmenter le montant de la prime

II – LOI DE FINANCES RECTIFICATIVES POUR 2013

- Adoptée par le Parlement le 29 décembre 2013
- Publiée au JO le 30 décembre 2013 expurgée des dispositions annulées par le Conseil constitutionnel
- Deux parties : la fiscalité des entreprises et fiscalité des ménages

Amortissement exceptionnel des titres de PME innovantes

- Concerne les souscriptions au capital de PME soumises à l'IS directement ou via des véhicules d'investissement
- Amortissement est linéaire sur 5 ans (déductible)
- PME innovantes : PME au sens communautaire (moins de 250 salariés, CA < 50 M€) et réalisant des dépenses de recherche d'au moins 15 % de leurs charges ou dont les produits sont reconnus comme innovants par BPIfrance (ex Oseo)

Amortissement exceptionnel des titres de PME innovantes

- La participation doit être minoritaire (pas plus de 20 % du capital)
- La valeur des titres ne doit pas dépasser plus de 1 % du total de l'actif de l'entreprise qui réalise l'investissement
- Pas de cession des titres pendant deux ans
- Ensuite, en cas de cession des titres, le gain fiscal est pris en compte dans le calcul de la plus-value

Limitation générale de la déductibilité des charges financières

- Depuis 2012, les charges financières des entreprises non membres d'un groupe fiscal doivent faire l'objet d'une réintégration de 25 % (15 % en 2013) lorsqu'elles dépassent 3 M€
- Ce dispositif est aménagé pour les entreprises qui détiennent des stocks à rotation très lente

Limitation générale de la déductibilité des charges financières

- Le montant des charges à réintégrer est diminué des charges financières liées aux contrats de financement des stocks
- Concerne les stocks dont le cycle de rotation > 3 ans et qui font l'objet d'une obligation réglementaire de conservation

Allégements fiscaux applicables à certaines zones

Plusieurs dispositifs d'exonération en faveur des entreprises implantées dans des zones géographiques sont prorogés jusqu'au 31 décembre 2014 (bassins d'emploi à redynamiser, les zones de restructurations de la défense, entreprises nouvelles dans les zones d'aide à finalité régionale...)

Fiscalité des particuliers

Réforme de l'assurance-vie :

IR : 35 % après 4 ans, 15 % de 4 à 8 ans et 7,5 % après 8 ans

- Après 8 ans, on applique un abattement de 4 600 € (9 200 € pour un couple)
- Certains contrats (DSK, NSK) sont exonérés après 8 ans
- Les prélèvements sociaux sont toujours à payer

Réforme assurance-vie

- **Successions :**
- Imposition à 20 % au-delà de 152 500 €
- Imposition à 25 % pour la fraction supérieure à 902 838 €

Réforme assurance-vie

- Impossibilité de souscrire des contrats NSK depuis le 1/01/2014
- Création des contrats « euro-croissance » qui donnent après 8 ans une garantie en capital ou en rente
- Les contrats « euro-croissance » peuvent faire l'objet d'une première souscription ou résulter de la transformation d'un contrat existant (sans perte d'antériorité fiscale)

Réforme de l'assurance-vie

- Assujettissement aux prélèvements sociaux des contrats euro-croissance lors de l'atteinte de la garantie ou du dénouement ou du décès
- Assujettissement aux prélèvements sociaux lors de l'inscription en compte pour les contrats en euros (au fil de l'eau)
- En contrepartie, les assureurs doivent payer une taxe de 0,32 % des sommes issues des fonds en euros

Réforme de l'assurance-vie

- Création des « contrats vie-génération » dont les actifs sont investis en partie dans le logement social, l'économie sociale et solidaire ou le capital risque (à au moins 33 %)
- Bénéficient d'un abattement d'assiette de 20 %
- Les contrats « contrats vie-génération » peuvent faire l'objet d'une première souscription ou résulter d'une transformation d'un contrat existant (avant le 1^{er} janvier 2016)

Réforme assurance-vie

Relèvement des taux d'imposition

En cas de succession, le taux d'imposition passe de 25 % à 31,25 % au delà de 700 K€ (seuil qui était avant de 902 838 €)

Exit tax

- Concerne les personnes physiques qui transfèrent leur domicile fiscal hors de France depuis le 3 mars 2011
- Applicable si domicile fiscal en France pendant au moins 6 ans au cours des 10 dernières années
- Seuils : participations d'au moins 1 % du capital ou valeur globale supérieure à 1,3 M€

Exit tax

- Les modalités d'imposition sont adaptées au nouveau régime d'imposition des plus-values de cession sur valeurs mobilières (les nouveaux abattements s'appliquent à l'Exit tax)
- Nouveaux seuils : 50 % (au lieu de 1 %) et valeur globale supérieure à 800 K€ (pour l'ensemble du patrimoine en valeurs mobilières et droits sociaux)

Exit tax

- Le délai de conservation des titres à l'issue duquel l'impôt sur le revenu et les prélèvements sociaux sont dégrévés passe de 8 ans à 15 ans
- L'apport de titres en report d'imposition (art. 150-0 B ter du CGI) n'entraîne pas l'expiration du sursis d'imposition. Le sursis est ainsi prorogé

Réductions IR/ISF PME

- Les quotas d'investissement des FIP et FCPI sont augmentés de 60 % à 70 %
- La durée maximale est rallongée à 3,5 ans